



**DUPLICATA**

VISÉ POUR TANT ET ENREGISTRÉ A LA R.C.S.  
DE PARIS LE 25 JUIN 2002  
DE CHAUSSEE D'ANTIN  
Bord. N° 119 Case 31

REÇU

DE TIMBRE ... 60 € ...

DE D'ENREGT. *Sépare. quinze €*

Le Receveur Principal :

Greffier du Tribunal de  
Commerce de Paris

16 SEP. 2002

N° de dépôt :

63511

**PROCES-VERBAL DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 7 JUIN 2002**

83 33692

L'an deux mil deux, le vendredi sept juin à dix heures trente, les Actionnaires de la Société **ARCHE IMMOBILIER**, Société Anonyme au capital de 12 036 933 euros entièrement libéré, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au siège social : 59 rue de Provence à PARIS IX°, sur convocation faite par le Président, par lettre individuelle en date du 22 mai 2002.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par tous les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

Monsieur Claude SADOUD, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, préside la séance.

Monsieur Marc SIMON, représentant la S.A.C.I SOCIETE CENTRALE DE CREDIT IMMOBILIER, et HABITAT DEVELOPPEMENT, et Monsieur Jean-Luc LIABEUF actionnaires présents et acceptants, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Madame Catherine COURGEON est désignée comme secrétaire de séance.

Monsieur le Président communique la feuille de présence aux membres du bureau; ceux-ci après l'avoir certifiée sincère et véritable, constatent que sont présents la totalité des actionnaires, possédant ensemble la totalité des actions composant le capital social.

L'Assemblée réunissant plus du tiers du capital social est déclarée légalement constituée pour délibérer valablement, tant sur les résolutions à caractère ordinaire, que sur les résolutions à caractère extraordinaire.

Monsieur Maurice PAGE, Commissaire aux Comptes et Commissaire à la Transformation assiste également à l'assemblée.

**ARCHE IMMOBILIER**

**Siège social : 59, rue de Provence 75439 PARIS Cedex 09 - Tél. : 01 49 95 37 37 - Télécopieur : 01 49 95 30 52**

S.A. au capital de 12 036 933 €uros - 327 004 016 RCS Paris - Carte professionnelle délivrée par la Préfecture de Paris sous le n° T 3905  
Transactions - Garantie par la C.C.F. 20 rue Lafayette - 75009 PARIS



Monsieur le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- . les statuts de la Société,
- . un spécimen des lettres et documents adressés aux actionnaires,
- . la feuille de présence à l'assemblée,
- . le bilan, le compte de résultat et l'annexe au 31 décembre 2001 ainsi que le tableau sur les résultats de la Société au cours des cinq dernières années,
- . la liste des membres du Conseil d'Administration,
- . le rapport du Conseil d'Administration,
- . les rapports du Commissaire aux comptes et du Commissaire à la transformation,
- . le texte du projet de résolutions présentées par le Conseil d'Administration.

Le Président déclare que ces documents ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la société pendant les quinze jours qui ont précédé l'assemblée ou adressés directement aux actionnaires qui en ont fait la demande.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant:

#### **Ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire**

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- Lecture des rapports du Commissaire aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les opérations visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001 et Quitus aux Administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Approbation des conventions visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce,

#### **Ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire**

- Lecture du rapport du commissaire à la transformation
- Transformation de la société en société par actions simplifiée
- Adoption des nouveaux statuts
- Nomination de l'organe de direction de la société
- Confirmation du commissaire aux comptes dans ses fonctions
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales
- Questions diverses.

Monsieur le Président donne ensuite lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Puis il passe la parole à Monsieur Maurice PAGE, Commissaire aux Comptes, qui lit successivement son rapport général sur les comptes de l'exercice 2001, son rapport spécial et son rapport sur la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Puis, Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Après un échange de vues, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :



## **RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE**

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2001, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2001.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir constaté que les comptes de l'exercice 2001 font apparaître une perte s'élevant à 11 292,18 euros, décide, sur proposition du Conseil d'Administration de l'affecter au compte report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du C.G.I., il vous est rappelé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

|                 |                                           |
|-----------------|-------------------------------------------|
| - Exercice 1998 | 63.646,50 francs ( soit 9 702,85 euros)   |
| - Exercice 1999 | 250.000,00 francs ( soit 38 112,25 euros) |
| - exercice 2000 | NEANT                                     |

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 de la loi du Code de Commerce, prend acte de ce rapport et ratifie les conventions visées.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*



## **RESOLUTIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE**

### **CINQUIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes et à la transformation établi conformément aux dispositions de l'article L 224-3 et L 225-244 du Code de Commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide à l'unanimité, de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la société, son objet et son siège social restent inchangés.

Le capital reste fixé à la somme de 12 036 933 euros.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **SIXIEME RESOLUTION**

En conséquence de la décision de transformation de la société par actions simplifiée adoptée sous la résolution précédente, l'assemblée générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la société sous sa nouvelle forme et dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, statuant aux conditions requises sous la forme sociétaire nouvelle nomme en qualité de membres du Comité de Direction, pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

**3 membres représentant l'associé majoritaire, la SOCIETE CENTRALE DE CREDIT IMMOBILIER SACI, à savoir :**

- Monsieur Denis BIMBENET  
demeurant au 1 rue Jean richopin  
35 700 RENNES

- Monsieur Marc SIMON  
demeurant au 187 Boulevard Bineau  
92 200 Neuilly Sur Seine

- Monsieur Claude SADOUN  
demeurant au 159 rue de la Pompe  
75116 PARIS



***Et 1 membre représentant l'associé ayant le plus fort pourcentage de détention du capital, après l'associé majoritaire, la société HABITAT DEVELOPPEMENT, à savoir :***

Monsieur Moncef ZNIBER  
Demeurant 5 rue Neuve Popincourt  
75011 PARIS

Lesquels déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être confiées et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

L'assemblée générale précise que conformément aux dispositions statutaires, les membres du comité de direction ainsi nommés devront se réunir dans les meilleurs délais pour désigner le Président de la Société qui représentera la société à l'égard des tiers.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

### **HUITIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire constate que les fonctions de Monsieur Maurice PAGE, Commissaire aux Comptes titulaire et de Monsieur Pascal VAN BIERVLIET, Commissaire aux Comptes Suppléant, se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

### **NEUVIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour l'accomplissement des formalités légales.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

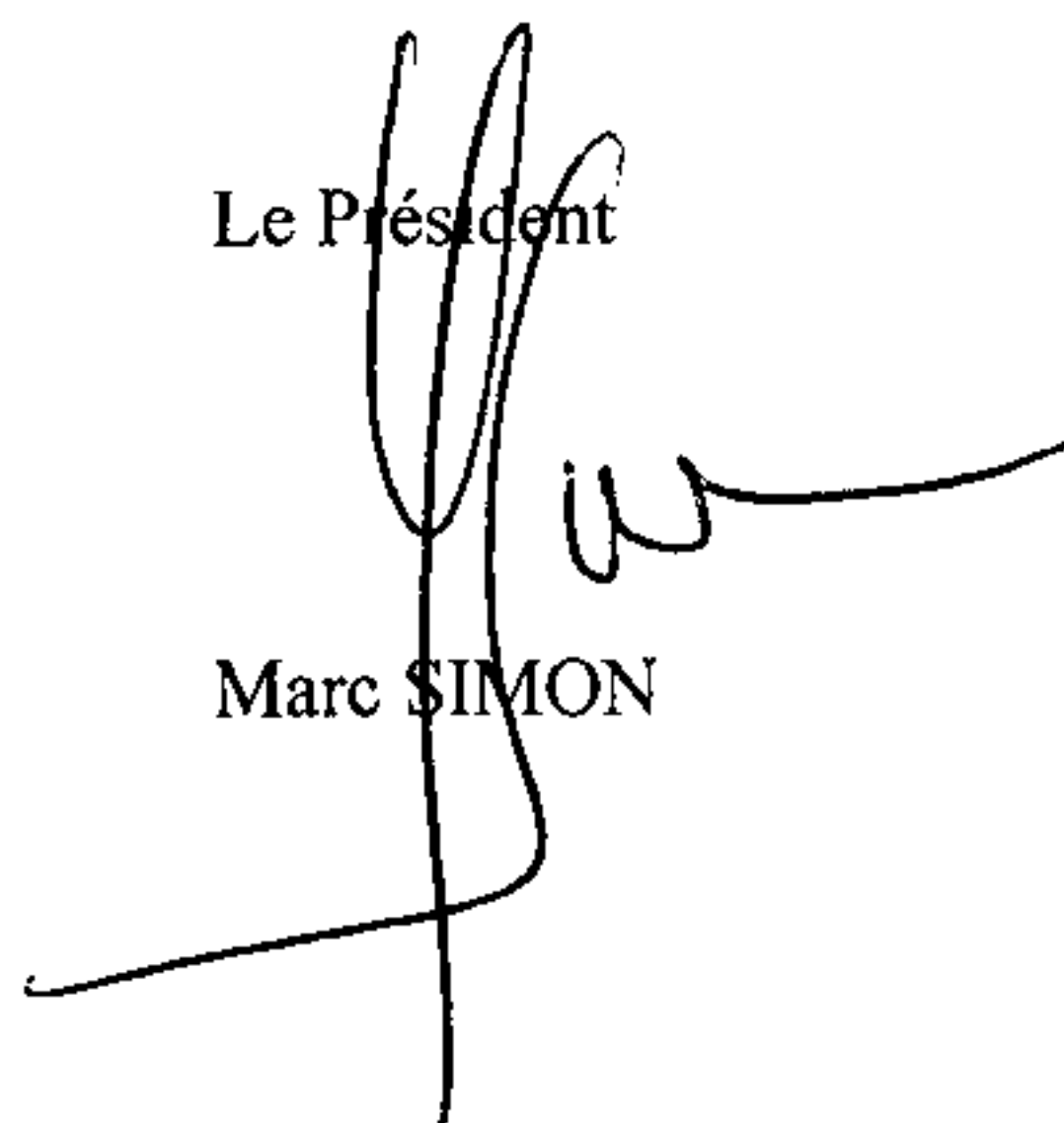
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Copie certifiée conforme

Le Président

Marc SIMON

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Marc Simon, the President mentioned in the text. The signature is written over the printed name 'Marc SIMON'.



## **ARCHE IMMOBILIER**

-----  
**Société par Actions Simplifiée**  
**au capital de 12 036 933 euros**  
**siège social : 59 rue de Provence - PARIS IX°**  
**R.C.S. PARIS 327 004 016**

### **PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DE DIRECTION DU 7 JUIN 2002**

---

L'an deux mil deux, le vendredi sept juin à onze heures, les membres du Comité de Direction de la SAS ARCHE IMMOBILIER, société au capital de 12 036 933 euros, dont le siège social est situé 59 rue de provence-75009 PARIS, et immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 327 004 016, se sont réunis, à l'issue de l'assemblée générale mixte décidant la transformation de la société en société par actions simplifiée, au siège social de la société.

#### **Sont présents**

- Monsieur C. SADOUD,
- Monsieur M. SIMON,
- Monsieur M ZNIBER
- Monsieur D. BIMBENET

#### **Assiste également à la réunion :**

- Madame C. COURGEON.

Le Comité de Direction décide désigner Monsieur Denis BIMBENET comme Président de séance.

Madame Catherine COURGEON est désignée comme secrétaire de séance.

Monsieur Denis BIMBENET, après avoir constaté que les membres du Comité de direction présents réunissent la moitié au moins des membres en fonction, déclare que le Comité de direction est régulièrement constitué pour délibérer valablement.



Le Président de séance rappelle aux membres du Comité qu'ils sont réunis à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant

- Désignation du Président de la société.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Avant de délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour, Monsieur Denis BIMBENET rappelle aux membres présents :

- 1- que la société ARCHE IMMOBILIER a été transformée en société par actions simplifiée par décision unanime des actionnaires lors de l'assemblée générale mixte de ce jour
- 2- que la société est administrée et dirigée par un Comité de direction composé de 4 désignés par l'assemblée générale de ce jour, à savoir,

*Trois membres représentant l'associé majoritaire, la SOCIETE CENTRALE DE CREDIT IMMOBILIER SACI, à savoir :*

- Monsieur Denis BIMBENET
- Monsieur Marc SIMON
- Monsieur Claude SADOUN

*Et 1 membre représentant l'associé ayant le plus fort pourcentage de détention du capital, après l'associé majoritaire, la société HABITAT DEVELOPPEMENT, à savoir :*

Monsieur Moncef ZNIBER

Puis, Monsieur Denis BIMBENET précise qu'il appartient au Comité de Direction, conformément aux clauses statutaires, de désigner en son sein, le Président de la société.

Il rappelle que conformément à l'article 16 des statuts, le Président doit être désigné parmi les membres du Comité de direction représentant l'associé majoritaire, à savoir la SOCIETE CENTRALE DE CREDIT IMMOBILIER.

En conséquence, il demande si l'un des trois membres représentant la SOCIETE CENTRALE DE CREDIT IMMOBILIER souhaite être candidat aux fonctions de Président.

Monsieur Marc SIMON est le seul à présenter sa candidature.

Après discussions et délibérations, le Comité de direction, décide dans les conditions prévues par les statuts, de désigner à l'unanimité :

Monsieur Marc SIMON,  
Demeurant 187 boulevard Bineau  
92 200 Neuilly Sur Seine

en qualité de Président de la SAS ARCHE IMMOBILIER, pour une durée de trois ans.



Monsieur Marc SIMON, en sa qualité de Président, représentera la société à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à toute personne pour un ou plusieurs objets déterminés.

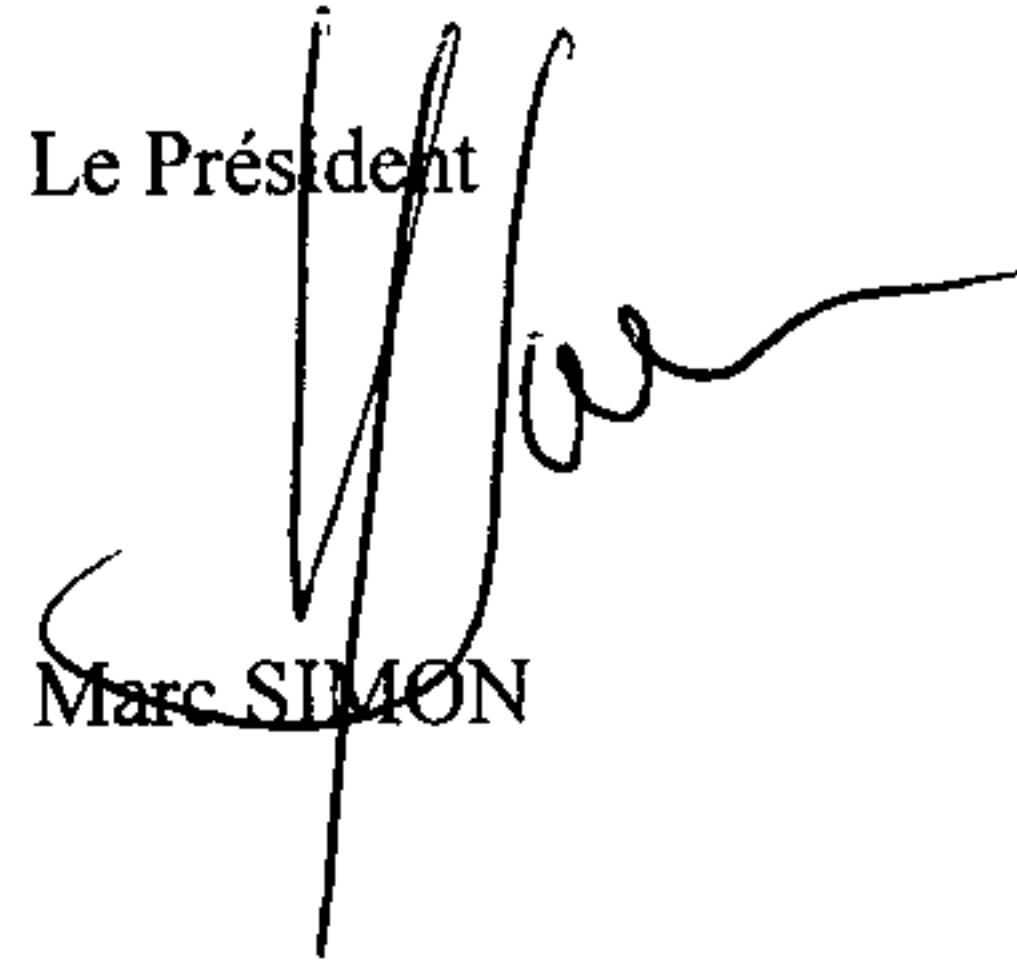
Le comité de direction donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président de séance déclare la séance levée.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président et un membre du comité de direction.

Copie certifiée conforme,

Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Simon', written over the printed name 'Marc SIMON'.

Marc SIMON



# **ARCHE IMMOBILIER**

**Société par Actions Simplifiée  
au capital de 12 036 933 euros**

**siège social : 59 rue de Provence - PARIS IX<sup>e</sup>  
R.C.S. PARIS 327 004 016**

---

## **STATUTS**

---

**STATUTS ADOPTES PAR DECISION UNANIME DES ACTIONNAIRES REUNIS EN  
ASSEMBLEE GENERALE MIXTE LE 7 JUIN 2002**



## **TITRE I**

### **FORME-DENOMINATION SOCIALE-OBJET SIEGE – DUREE**

#### **ARTICLE 1- FORME**

La société a été constituée sous la forme de la société anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1<sup>er</sup> mars 1983 à PARIS, enregistré à PARIS OUEST – 7<sup>ème</sup> arrondissement –Bureau 85-Case 3, le 29 mars 1983.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée, sans création de société nouvelle, suivant décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 7 juin 2002, statuant à l'unanimité.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

#### **ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE**

La dénomination sociale de la société est

« ARCHE IMMOBILIER »

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

#### **ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé au « 59 rue de Provence – 75009 PARIS »

Il peut-être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Comité de direction qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des associés.

#### **ARTICLE 4 – OBJET**

La société a pour objet

- toute activité immobilière, en particulier de promotion, d'aménagement, de maîtrise d'ouvrage, de marchands de biens, de transactions sur droits et biens immobiliers et sur fonds de commerce, d'administration de biens, de syndic de copropriété,



- la participation dans toutes les opérations civiles, industrielles et commerciales pouvant se rattacher à son objet social par voie de création de société nouvelle, de souscription d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'association en participation ou autrement,
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

## ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

## TITRE II

## CAPITAL SOCIAL - ACTIONS –

## **ARTICLE 6 – APPORTS ( INCHANGE )**

- 1- Il a été fait à la société des apports en numéraire et en nature dont le montant global s'élève à 78 982 500 francs, soit 12 040 804,50 euros
- 2- Suivant délibération du conseil d'administration du 25 octobre 2001 agissant sur délégation de l'assemblée générale mixte en date du 7 juin 2001, le capital social de la société a été réduit par affectation à un compte de réserves indisponibles d'une somme de 25 395,38 francs, pour procéder à la conversion du capital social en euros, soit, – 3 871,50 euros

|                                                |                         |
|------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>Total égal au montant du capital social</b> | <b>12 036 933 euros</b> |
|------------------------------------------------|-------------------------|

## ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (INCHANGE)

Le capital social, entièrement souscrit et représentant les apports en numéraire et en nature, est fixé à 12 036 933 euros, divisé en 789 825 actions de 15,24 euros chacune.



## **ARTICLE 8 – FORME DES ACTIONS**

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé selon les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur. A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée.

## **ARTICLE 9 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut- être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au Comité de Direction les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation de capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription de ces actions en numéraire. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation de capital peut également supprimer ce droit dans les conditions prévues par la loi.

## **ARTICLE 10 – MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions émises par la société s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements de titres de la société, coté et paraphé.

## **ARTICLE 11– AGREMENT**

Les actions ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Comité de Direction de la société en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénom et adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète.

Cette demande d'agrément est transmise par le Comité de Direction aux associés.



Le Comité de direction dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus n'ont pas à être motivées.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Sous peine de caducité, le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans le mois suivant la décision d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai de un mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue ci-dessus.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la société dans ce délai, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

#### **ARTICLE 12- MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE**

En cas de modification du contrôle d'un associé, celui-ci doit en informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Comité de Direction dans un délai de 30 jours à compter du changement de contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement de contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société associée pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion prévue à l'article 14 des statuts.

Dans le délai de 90 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 14 des statuts. Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle

#### **ARTICLE 13- NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles relatifs aux cessions d'actions des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.



## **ARTICLE 14- EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

### ***Exclusion de plein droit***

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé

### ***Exclusion facultative***

#### **Cas d'exclusion**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la société
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé

#### **Modalités de la décision d'exclusion**

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion sur l'initiative du Comité de Direction. Si le Président est susceptible d'être exclu, les associés seront consultés sur l'initiative de l'associé le plus diligent.

#### **Formalités de la décision d'exclusion**

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### **Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative**

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doivent être cédées dans les 30 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévue ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil



**TITRE IV**  
**ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE**  
**CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**  
**COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ARTICLE 15-COMITE DE DIRECTION**

**Membres du Comité de direction**

La société est dirigée et administrée par un Comité de Direction, composé de 4 membres au moins et de 8 membres au plus, désignés par décision collective des associés pour une durée de 3 ans.

Le comité de direction doit obligatoirement comprendre :

- 3 membres issus du conseil d'administration de l'associé majoritaire
- 1 membre représentant l'associé ayant le plus fort pourcentage de détention du capital après l'associé majoritaire

Les membres personnes morales du Comité de direction sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées.

Les membres du comité de direction exercent leur mandat à titre gratuit. Toutefois, ils pourront obtenir le remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de leur mission pour le compte de la société.

Les membres personnes physiques peuvent cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail. Dans cette hypothèse, ils ne pourront percevoir des émoluments complémentaires à la rémunération qu'ils perçoivent sur la base de leur contrat de travail.

Les membres du comité de direction peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. La révocation n'ouvre pas droit à indemnisation.

**Réunions du Comité de direction**

Le comité de réunion se réunit au minimum deux fois par an, sur convocation du Président.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 7 jours à l'avance sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié.

Les réunions du comité sont présidées par le Président ou en son absence par une personne désignée par le comité de direction.



### **Décisions du Comité de direction**

Le comité de direction ne délibère valablement que si la moitié de ses membres au moins sont présents ou représentés.

Les décisions du comité de direction sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

Un membre du comité de direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter. Un membre du comité de direction peut détenir plusieurs pouvoirs.

Les décisions du comité de direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents.

Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial côté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

### **Pouvoirs du Comité de Direction**

Le comité de direction assure collégalement l'administration et la direction de la société.

Il rend compte de sa gestion dans un rapport soumis à la collectivité des associés lors de l'examen annuel de la société par ces derniers.

Il dispose des pouvoirs les plus larges en toutes matières pour organiser, gérer et orienter les activités de la société. Il peut à ce titre faire toute proposition concernant la gestion de la société et prendre toutes les décisions utiles à cet effet.

Le comité de direction pourra déléguer partiellement ses pouvoirs à toute autre personne.

### **ARTICLE 16 - PRESIDENT**

Le Président de la société est désigné par le Comité de Direction.

Le Comité de direction désigne en effet parmi ses membres le Président de la société, pris parmi les personnes physiques ou morales représentant l'associé majoritaire.

Le Président est nommé pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation.

Le mandat du président est exercé à titre gratuit. Toutefois, le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses engagées dans l'intérêt de la société.

Le Président représente la société à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.



Le Président, peut sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à toute personne pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président peut-être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du comité de direction statuant à la majorité des voix. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

#### **ARTICLE 17 - DIRECTEUR GENERAL**

Sur la proposition du Président, le Comité de direction peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, salariés ou non, pris ou non parmi les membres du comité de direction.

La durée des fonctions et les pouvoirs du directeur général sont fixés par la décision qui le nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du président, le directeur général conserve ses pouvoirs jusqu'à la nomination du nouveau président.

#### **ARTICLE 18- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres de ses organes de direction directement ou par personne interposée ou entre la société et une autre société dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

#### **ARTICLE 19 COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants désignés par décision collective des associés.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

#### **ARTICLE 20- REPRESENTATION SOCIALE**

Les représentants du comité d'entreprise exercent leurs droits prévus par l'article L 432-6 du code du travail auprès du Comité de direction.



## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 21- DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes, avec délégation de pouvoir le cas échéant au comité de Direction selon ce qui est prévu par les dispositions légales et statutaires.

- Modification du capital social : augmentation, réduction
- Fusion, scission apport partiel d'actifs
- Mise en dissolution
- Nomination des commissaires aux Comptes
- Nomination, et révocation des membres du Comité de direction
- Approbations des comptes annuels
- Approbation des conventions réglementées
- Modification des statuts sauf transfert du siège social
- Nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation
- Agrément des cessions d'actions
- Exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

#### **ARTICLE 22 –MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES**

Au choix du Comité de direction, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, au besoin par vidéoconférence, ou conférence par téléphone, internet ou par correspondance. Elles peuvent également s'exprimer dans un acte signé par tous les associés.

Tous moyens de communications peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, telex, internet .

Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent; chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception, aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote

- celles prévues par les dispositions légales.
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés : prorogation de la société, dissolution, transformation de la société en société d'une autre forme...



Les décisions collectives sont prises sur convocation ou sur l'initiative du Président ou du Comité de direction.

La convocation est faite par tous moyens 7 jours au moins avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut-être choisi en dehors des associés.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus la moitié des associés sont présents ou représentés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président et le secrétaire.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimée dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre des assemblées.

## **-TITRE VI - EXERCICE SOCIAL –COMPTES ANNUELS AFFECTATION DES RESULTATS**

### **ARTICLE 23 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

### **ARTICLE 24- ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS**

Le Comité de direction établit des comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux Comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.



## **ARTICLE 25 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS**

1. Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions
2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution en totalité ou en partie ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
3. la décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou à défaut le comité de direction fixe les modalités de paiement des dividendes.

## **TITRE VII DISSOLUTION –LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 26- DISSOLUTION-LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le Liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente le société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.



## **TITRE V CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 27- CONTESTATIONS**

#### **1- Tribunaux compétents**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre actionnaires et la société, soit entre actionnaire aux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

#### **2- Clause Compromissoire**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre actionnaires et la société, soit entre actionnaire aux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

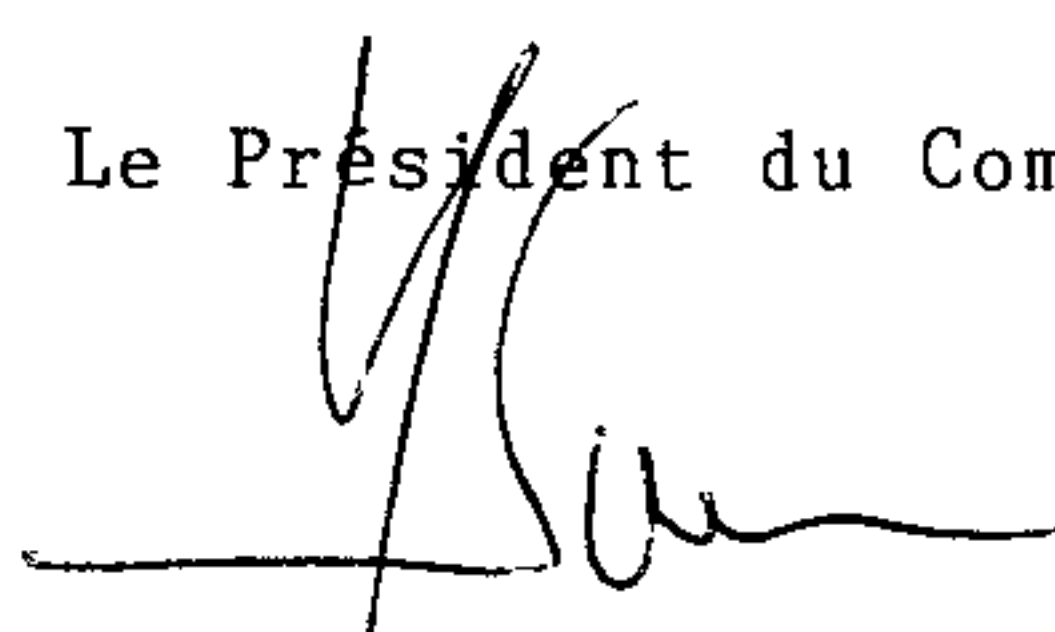
**STATUTS ADOPTES PAR DECISION UNANIME DES ACTIONNAIRES REUNIS EN  
ASSEMBLEE GENERALE MIXTE LE 7 JUIN 2002**

Certifié conforme

Paris, le

19 JUIN 2002

Le Président du Comité de Direction,



Marc SIMON